



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Janvier 2016 | FR

ÉDITORIAL

Le CESE travaille avec les citoyens, au service de l'Europe



Chères lectrices, chers lecteurs,

L'année 2015 s'est révélée riche en défis pour l'Europe, entre la crise de l'euro, la tourmente politique et économique dans quelques-uns des États membres et, pour couronner le tout, l'afflux de centaines de milliers de réfugiés et de migrants dans l'UE.

Il faut encore y ajouter des taux de chômage qui restent trop élevés, notamment chez les jeunes, l'incidence du changement climatique qui se fait ressentir et l'atmosphère de terreur latente entretenue par les islamistes radicaux.

Les enjeux seront de taille en 2016, et nous devons tous contribuer à la recherche des solutions adaptées et les plus satisfaisantes.

L'Europe doit remettre de l'ordre dans ses affaires: l'UE devrait davantage fonctionner comme une entreprise bien organisée, s'appuyant sur une direction forte et participative et agissant dans la concertation afin de tendre vers des objectifs communs. La priorité doit revenir à l'achèvement de l'Union économique et monétaire, qui constitue un outil indispensable dans une zone dotée d'une monnaie unique. Une véritable politique européenne de l'asile et de la migration doit aussi voir le jour. C'est une année exigeante qui nous attend, et il nous faut sans plus tarder mettre en œuvre les mesures réglementaires nécessaires.

Notre action doit être inspirée par le courage et fondée sur la réalité, avec en point de mire le bien-être des Européens. C'est la société civile qui nous montre la voie, et le Comité économique et social européen – qui est le porte-voix de la société civile organisée – redoublera d'efforts afin de prendre toute la place qui lui revient dans l'élaboration des politiques de l'UE et de veiller ainsi à ce que ces politiques soient menées pour et avec les citoyens.

Gonçalo Lobo Xavier
Vice-président du CESE chargé de la communication

À VOS AGENDAS

17-18 février 2016/
CESE, Bruxelles:
session plénière du CESE

DANS CE NUMÉRO

- 2 Les migrants et les réfugiés au cœur de la session plénière du CESE de décembre
- 3 Présidence néerlandaise de l'UE: se concentrer sur l'essentiel
- 4 Le bon sens doit prévaloir pour simplifier la PAC. Le CESE appelle de ses vœux une réduction des contraintes administratives pour les agriculteurs

Des cyclistes héroïques demandent aux décideurs de l'UE de vivre une journée dans la peau d'une personne handicapée

Le 14 décembre 2015, le CESE, en partenariat avec les Nations unies, a organisé la projection du film «El desorden de los sentidos» (Le désordre des sens). Ce film raconte le périple entrepris en 2013 par Gerardo et Antonio, deux jeunes cyclistes espagnols handicapés, qui ont parcouru le «Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle» à vélo, avec leur famille. L'équipe est venue à Bruxelles pour sensibiliser le public aux difficultés rencontrées par les personnes handicapées dans leur vie de tous les jours et influencer la future législation de l'Union en la matière.

L'événement, organisé à l'occasion de la récente Journée internationale des personnes handicapées, et dans la foulée de la publication du nouvel acte européen sur l'accessibilité, a constitué un moment marquant pour les personnes souffrant d'un handicap en Europe. L'équipe du film et les familles ont témoigné du manque de prise en considération des personnes handicapées et de leurs besoins. Les deux familles présentes ont déclaré que même si elles ont réalisé de grandes choses, certains gestes simples de la vie quotidienne demeurent un véritable défi pour les personnes souffrant d'un handicap: l'accès aux lieux publics, au marché du travail, ainsi qu'aux services sociaux et publics, sont un combat permanent. En réponse à la question sur le message qu'ils souhaitaient adresser aux



M^{me} Irene Hens, la productrice du film, M. Alejandro González Salgado, le réalisateur, M. Javier Luque, le père d'Antonio Luque Aumente, M. Gerardo Fernández Costa et M. Javier Pitillas, son coach.

institutions européennes, qui leur a été posée par le modérateur, M. Pavel Trantina, membre du CESE et président de la section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» (SOC), à l'origine de cet événement, M. Javier Luque, le père d'Antonio, a invité les décideurs de l'UE à vivre, pendant une journée, le quotidien d'une personne handicapée, afin de mieux comprendre les défis réels auxquels elle est confrontée, et ce, avant d'adopter la version finale du nouvel acte législatif sur l'accessibilité.

M. Pavel Trantina a déclaré: «L'Union européenne a encore beaucoup à faire pour se conformer totalement à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CNUDPH). La publication par la Commission européenne de l'acte législatif européen sur l'accessibilité, attendue

de longue date, représente un pas dans la bonne direction mais nous devons davantage intégrer dans notre quotidien les personnes vivant avec un handicap, telles que Gerardo et Antonio, et veiller à ce qu'une réponse soit apportée à leurs besoins.»

Le CESE élaborera un avis sur le nouvel acte européen sur l'accessibilité au début de l'année 2016, et les témoignages apportés par Gerardo et le père d'Antonio seront une source d'inspiration pour ses membres. Le CESE a également établi un groupe d'étude permanent chargé de suivre la mise en œuvre de la CNUDPH, de contribuer à l'élaboration des politiques de l'UE sur le sujet et de faciliter la participation de la société civile, notamment des organisations représentatives des personnes handicapées. (aj)

Prix de la société civile du CESE 2015: cinq organisations récompensées pour leur action de lutte contre la pauvreté



Les cinq organisations lauréates à la session plénière du CESE.

Les cinq initiatives récompensées illustrent les actions qu'entreprennent dans toute l'Europe des milliers de groupes de bénévoles et d'ONG. Chacun de ces projets aborde à sa manière le thème du prix pour 2015, à savoir la pauvreté. Les initiatives allemande et finlandaise ont toutes deux été récompensées

d'une somme de 11 500 euros. Chacune des trois initiatives d'Irlande, de France et de Pologne a reçu 9 000 euros.

Chaque organisation a été invitée à préciser quelle incidence le prix aurait sur leurs activités:

Les lauréats du premier prix Armut und Gesundheit in Deutschland (Allemagne)

«En sus de contribuer à notre bonne renommée, qui assure l'assise financière de nos actions, remporter le prix de la société civile nous permettra de renforcer notre position lorsque nous plaiderons et ferons campagne sur la scène politique afin d'améliorer les soins de santé pour les personnes dans le besoin. L'idée qu'une institution

>>> page 2



Les migrants et les réfugiés au cœur de la session plénière de décembre

La migration et la crise des réfugiés ont été au cœur des débats lors de la session plénière du CESE de décembre. L'assemblée a adopté quatre avis examinant les différents aspects de la migration (voir l'encadré ci-dessous), depuis le plan d'action contre le trafic de migrants et l'agenda européen en matière de migration jusqu'à l'établissement d'une liste de pays d'origine sûrs et d'un mécanisme de relocalisation en cas de crise. En

outre, le CESE a adopté une résolution sur la crise des réfugiés, que les lecteurs de CESE info peuvent lire sur cette même page.

Pour le CESE, les différents États membres de l'UE agissent de manière extrêmement disparate face à l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés et de migrants; de ce fait, il apparaît clairement qu'il est nécessaire et urgent

de doter l'Europe d'une véritable politique commune en matière de droit d'asile, prévoyant des procédures harmonisées. La complexité de la situation actuelle requiert de s'employer en commun à loger les réfugiés et à les répartir au sein de l'UE. Le CESE estime que le nouveau mécanisme de relocalisation devrait devenir permanent. Il importe également que l'Europe sécurise ses frontières dans le cadre d'un effort commun, plutôt que national.

«**Nous avons besoin de davantage de responsabilité et de solidarité – et de plus d'Europe**», ainsi peut-on résumer l'aspiration partagée à l'assemblée du CESE. Le Comité a rappelé aux États membres que l'Union européenne se fonde sur la solidarité entre tous les États membres, et que, jusqu'à récemment, ce système a très bien fonctionné. (sma/dm) ●

Résolution du CESE sur les réfugiés

Lors de sa session plénière des 9 et 10 décembre 2015, le Comité économique et social européen a adopté la présente résolution par 174 voix pour, 8 voix contre et 9 abstentions.

Le CESE apprécie sans réserve le travail important consenti par la société civile pour prêter assistance aux réfugiés qui ont fui des pays déchirés par la guerre, et qui sont à ce titre en droit de prétendre à la protection que leur reconnaît la Convention de Genève. Sans cette réponse, la situation humanitaire tragique à laquelle de nombreux pays européens sont confrontés aujourd'hui aurait pu devenir catastrophique. Le Comité économique et social européen s'engage directement afin de faire connaître cette réalité et de veiller à ce qu'elle soit dûment prise en compte par les institutions européennes, les gouvernements et les autres acteurs politiques.

Le CESE organise actuellement des visites en vue de rencontrer des organisations de la société civile offrant une assistance aux réfugiés dans 11 États membres (la Hongrie, la Pologne, Malte, la Grèce, l'Allemagne, l'Autriche, la Slovaquie, la Bulgarie, la Suède, l'Italie et la Croatie) et en Turquie, ces pays étant les plus touchés par l'afflux de réfugiés. En tant que représentant de la société civile organisée auprès des institutions européennes, nous serons leur porte-parole au niveau européen.

Le CESE estime que la situation actuelle requiert de l'Union européenne qu'elle développe des couloirs humanitaires sûrs pour les réfugiés originaires de pays touchés par les guerres et menacés par le terrorisme, et qu'elle le fasse en collaboration avec les pays sur le territoire desquels se trouvent la plupart des réfugiés. Au-delà de cela, nous devons mettre en place un véritable régime d'asile européen commun en s'appuyant sur des procédures harmonisées dans l'ensemble de l'UE. Ce régime devra notamment prévoir un statut uniforme d'asile et la reconnaissance mutuelle des décisions en matière d'asile, une responsabilité, une solidarité et des efforts partagés en ce qui concerne la relocalisation et la réinstallation, et une révision du règlement de Dublin. Il est en outre nécessaire de disposer de systèmes solides et fiables de répartition de la charge, et en premier lieu d'une clé permanente, équitable et contraignante de répartition des personnes en quête de protection entre tous les pays de l'UE. En raison des circonstances exceptionnelles qui prévalent et conformément au pacte de stabilité et de croissance, les coûts supplémentaires engendrés par l'accueil de réfugiés ne devraient pas, après un examen approfondi, être repris dans le calcul des déficits publics des États membres.

Le CESE constate également avec une extrême inquiétude que l'accord de Schengen et le principe de la libre circulation sont maintenant fragilisés. Il s'agit en effet d'acquis fondamentaux, profitables pour les citoyens de l'UE. Il est important de sécuriser convenablement les frontières extérieures des pays de l'espace Schengen. Toutefois, réinstaurer des barrières intérieures et construire des murs n'aidera en rien à rapprocher les citoyens européens ou à favoriser la citoyenneté de l'Union.

Il est en outre essentiel de prendre des mesures immédiates pour combattre les origines de l'afflux actuel de réfugiés. Il est impératif que l'UE travaille sur ces problèmes avec les pays d'origine et de transit, et le CESE insiste pour que la Commission adopte, dans le cadre de cette coopération, une approche fondée sur les droits de l'homme et pas seulement sur des considérations de nature sécuritaire. Enfin, le CESE souligne la nécessité d'associer la société civile au dialogue avec les pays tiers.

Fort de son expérience de longue date à l'égard des questions migratoires, principalement acquise ces dernières années au travers du Forum européen sur l'intégration/la migration, le CESE estime que l'intégration et l'inclusion des réfugiés dans nos sociétés doivent prendre la forme d'un processus bilatéral auquel les partenaires sociaux et d'autres organisations de la société civile apportent, aux côtés des gouvernements et des pouvoirs publics locaux, une contribution essentielle. Il convient d'accorder la priorité à l'accès au marché du travail et, plus spécifiquement, à la reconnaissance des qualifications et à l'organisation de formations professionnelles et linguistiques là où le besoin se fait sentir. L'Union européenne devrait mettre en place, dans les pays d'accueil et dans l'UE, une série de mesures visant à centraliser les demandes d'emploi, de formation et de reconnaissance des compétences.

Si l'on veut créer le consensus social requis au sein de l'UE, il est essentiel de respecter pleinement l'égalité de traitement et les droits sociaux tant des citoyens européens que des réfugiés en Europe, en accordant une attention particulière aux plus vulnérables d'entre eux. Un investissement précoce dans l'intégration des réfugiés dans la société et sur le marché du travail est important pour aider ceux-ci à reconstruire leur vie, limiter les conflits potentiels avec la population locale et éviter des coûts plus élevés à l'avenir. À cette fin, il est indispensable de prévoir un financement adéquat des services publics locaux et de mettre en place un dialogue civil entre les réfugiés et la population locale. ●

Paquet migration

Les avis suivants ont été examinés et adoptés lors de la session plénière de décembre 2015:

● Plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants (2015-2020)

Le CESE soutient le plan d'action, mais préconise l'adoption d'une approche plus globale en précisant par quels moyens l'UE protégera et aidera les victimes. Il fait écho à l'appel du Secrétaire général des Nations unies demandant «d'envisager de créer davantage de voies sûres et légales d'entrée en Europe», recommande de renforcer les compétences du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) dans le contexte de ses activités menées dans les États membres qui ont besoin d'un soutien spécifique, préconise, pour traiter les causes socio-économiques profondes du trafic de migrants, de recourir au programme de développement durable et propose de réfléchir davantage à l'idée d'allouer systématiquement des fonds aux organisations de la société civile qui apportent une aide essentielle aux migrants.

Vote: avis adopté par 176 voix pour, 3 voix contre et 5 abstentions

● Liste commune de l'UE recensant les pays d'origine sûrs

Le CESE recommande de définir des critères précis permettant d'évaluer si un pays peut être inclus dans la liste des pays d'origine sûrs, sur la base, entre autres, d'informations actualisées émanant d'organisations de défense des droits de l'homme. Le CESE estime que le concept de pays d'origine sûr ne peut en aucune manière s'appliquer aux États qui bafouent les libertés démocratiques. Il recommande de mettre en place un mécanisme plus souple pour la modification de la liste de manière à pouvoir réagir à l'évolution de la situation dans un délai raisonnable, et estime qu'il est nécessaire de permettre aux organisations de défense des droits de l'homme, aux médiateurs et aux conseils économiques et sociaux d'amorcer une procédure de modification.

Vote: avis adopté par 180 voix pour, 4 voix contre et 6 abstentions

● Un agenda européen en matière de migration

Le CESE estime que l'Union européenne doit mettre en place un véritable régime d'asile commun prévoyant un statut uniforme et la reconnaissance mutuelle des décisions, la responsabilité, la solidarité et les efforts partagés. Il est d'avis que le coût occasionné par la non-intégration des migrants est largement supérieur à celui de leur intégration et que l'Union doit s'atteler à la protection de ses frontières extérieures. Toutes les politiques extérieures de l'UE doivent viser à aider les pays d'origine à atteindre un niveau raisonnable de sécurité, de stabilité et de prospérité. Les dépenses des États membres liées à l'accueil et à l'intégration des réfugiés ne doivent pas être incluses dans le calcul des déficits budgétaires structurels.

Vote: avis adopté par 161 voix pour, 10 voix contre et 7 abstentions

● Mécanisme permanent de relocalisation en cas de crise dans le cadre du système de Dublin

Le CESE souhaite que le mécanisme de relocalisation qui a été établi pour résoudre l'actuelle crise des réfugiés soit intégré dans une stratégie générale prévoyant une clé de répartition permanente qui soit équitable et contraignante, afin de répartir les personnes en quête de protection entre tous les pays de l'UE. En outre, il invite la Commission et les autres institutions de l'Union européenne à soutenir activement les États membres afin que ceux-ci bénéficient de conditions adéquates pour intégrer les demandeurs d'asile relocalisés.

Vote: avis adopté par 152 voix pour, 6 voix contre et 13 abstentions ●



Mission du CESE en Grèce – centre d'accueil d'urgence à Eidomeni

Gérer la crise des réfugiés et de la migration: le CESE organise douze missions d'information d'ici février

Dans le cadre de ses efforts visant à trouver une issue à la crise des réfugiés en Europe, le CESE organise une série de douze visites dans différents pays afin de recueillir des informations de première main auprès des organisations de la société civile qui travaillent sur le terrain avec les migrants et les réfugiés. Ces visites, qui auront lieu entre décembre 2015 et février 2016, ont pour but de collecter des informations en vue de définir les stratégies possibles pour faire face à l'afflux de réfugiés, et d'établir un ensemble de bonnes pratiques et de mesures susceptibles de contribuer à un processus continu d'accueil, de relocalisation et/ou d'intégration des réfugiés. Ces missions s'inscrivent dans le cadre du programme «Investir l'échelon local» du Comité et ont pour objet de recenser les problèmes et les besoins, ainsi que les réussites et les

meilleures pratiques des différentes organisations actives dans l'actuelle crise des réfugiés.

Ces missions ont pour objectif ultime de fournir une contribution solidement étayée et documentée au processus d'élaboration des politiques de l'UE, à titre de suivi de l'avis du CESE «Un agenda européen en matière de migration: deuxième dispositif de mise en œuvre». Elles sont menées par des délégations composées de trois membres du CESE. Quelques-unes ont déjà eu lieu en Autriche, en Suède, en Grèce, en Hongrie et en Allemagne. Des visites ont été effectuées en Croatie et en Slovaquie au cours de la première moitié du mois de janvier, tandis que l'Italie, la Pologne, Malte, la Bulgarie et la Turquie feront l'objet de visites dans les semaines à venir. (mm) ●

Suite de la page 1

Édition 2015 du prix de la société civile du CESE: cinq organisations récompensées pour leur action de lutte contre la pauvreté

telle que le CESE nous témoigne sa solidarité constitue une reconnaissance du travail de notre personnel.»

Y-Foundation (Finlande)

«Une telle reconnaissance européenne est très significative car elle constitue une grande source de motivation pour notre personnel. Elle est importante aussi au plan national et sert nos intérêts, car elle contribue à faire davantage connaître notre travail en Finlande. Elle nous y met davantage en valeur par rapport aux autres fondations et ONG qui œuvrent dans ce domaine.»

Les lauréats du second prix ANDES (France)

«Notre organisation est composée de gens qui s'engagent dans ce qu'ils font. Nous fonctionnons réellement en équipe, en partenariat avec de nombreuses associations de terrain soutenues par des volontaires. Nous travaillons avec les petits agriculteurs, les bénéficiaires de l'aide alimentaire et les personnes en situation précaire. Pour chacune de ces personnes, un tel prix est porteur de sens et très gratifiant – une reconnaissance européenne pour toutes les personnes engagées dans notre projet.»

Third Age (Irlande)

«L'obtention du prix de la société civile nous permettra de partager plus largement notre modèle. Fáilte Isteach a trouvé un moyen efficace d'aider les migrants et d'améliorer la qualité de leur vie sociale et professionnelle, de les faire participer dans une plus large mesure à leur communauté locale et de nouer des amitiés durables. Le prix de la société civile nous permettra de diffuser cette idée simple, mais efficace, auprès d'un nombre bien plus important de communautés dans toute l'Irlande, voire dans toute l'UE.»

Fondation Barka pour la promotion de l'entraide (Pologne)

«Remporter ce prix renforcera considérablement le rôle de la Fondation Barka dans le développement international de l'économie sociale. Des ONG et institutions macédoniennes et serbes l'ont récemment approchée, car elles étaient intéressées par une reproduction du système polonais pour créer des partenariats locaux, des centres d'intégration sociale et des entreprises sociales au sein de leurs communautés locales. La Fondation Barka a également travaillé avec la diaspora africaine en Europe, ainsi qu'avec des communautés locales au Kenya et en Éthiopie.» (sg) ●

Présidence néerlandaise de l'UE: se concentrer sur l'essentiel

Le 1^{er} janvier 2016, les Pays-Bas succéderont au Luxembourg à la présidence de l'Union européenne. Diriger le Conseil de l'Union européenne ne sera pas une tâche aisée, dans le contexte des tensions liées à l'afflux massif de réfugiés et de migrants, de la menace d'attentats terroristes, d'une adhésion plus faible que jamais du public à l'UE, et du prochain référendum au Royaume-Uni.

«Une Union qui se concentre sur les aspects essentiels, une Union qui met l'accent sur la croissance et l'emploi grâce à l'innovation, et une Union en lien avec la société civile», tels seront les principes directeurs de la présidence néerlandaise, qui a fixé les priorités suivantes:

- **Migration et sécurité internationale**
- **Une Europe innovante et créatrice d'emplois**
- **Stabilité financière et solidité de la zone euro**
- **Une politique climatique et une politique énergétique tournées vers l'avenir**

Le CESE partage la volonté du gouvernement néerlandais de mettre l'accent sur la croissance et l'emploi. Le Président du CESE, M. Georges Dassis, a également salué l'appel du gouvernement néerlandais en faveur d'une «Union qui unit» et son insistance sur les valeurs fondamentales, sur la nécessité d'un soutien public ainsi que, plus encore, sur la nécessité d'une «participation active de la population et des organisations de la société civile». «Si la présidence néerlandaise adopte cet objectif-là et préside le Conseil dans cet esprit-là, si elle se réjouit de pouvoir dire que les organisations de la société civile ont été entendues, alors, non seulement notre Comité se tiendra, bien entendu, à sa disposition pour répondre avec célérité à toute demande d'avis qu'elle pourrait lui adresser, mais elle aura du mal à trouver un allié plus solide que lui.» (Voir la brochure intitulée «Les priorités du CESE durant la présidence néerlandaise, janvier-juin 2016».)



La présidence néerlandaise a demandé au CESE des avis exploratoires sur les thèmes suivants:

- la dimension extérieure de la politique énergétique européenne;
- des systèmes alimentaires plus durables;
- un forum de la société civile européenne en faveur du développement durable;
- l'intégration des réfugiés dans l'UE;
- la lutte contre la pauvreté;
- l'évolution de la nature des relations de travail et l'impact sur le maintien d'un salaire décent;
- l'innovation comme moteur de nouveaux modèles économiques;
- l'économie du partage et l'autorégulation;
- une mobilité des travailleurs plus équitable au sein de l'UE;
- l'avenir de la politique urbaine de l'UE.

Il est prévu que ces avis soient finalisés au printemps 2016. (dm/amw)

PTCI – quels avantages pour les partenaires sociaux?

Le CESE prône un dialogue constructif avec les partenaires sociaux



M. Martin Schulz, président du Parlement européen, et M. Georges Dassis, président du CESE, à la conférence sur le PTCI.

En novembre 2015, le Comité économique et social européen (CESE) a invité les partenaires sociaux européens à débattre du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), en cours de négociation entre les États-Unis et l'Europe, avec M^{me} Cecilia Malmström, commissaire européenne chargée du commerce, M. Martin Schulz, président du Parlement européen, M. Xavier Bettel, premier ministre luxembourgeois, et M. Georges Dassis, président du CESE, ainsi que d'autres représentants. Le débat qui a suivi a montré que de nombreuses questions restaient sans réponse. Les participants ont appelé de leurs vœux des négociations transparentes et des informations complètes, qui fassent clairement apparaître les avantages et les inconvénients du PTCI, de même qu'une participation accrue des partenaires sociaux.

Le président Dassis a défini ce qu'était pour lui un accord acceptable avec les États-Unis: «Pour moi, un PTCI réussi devrait être en mesure d'offrir des possibilités économiques aux entreprises, qu'elles soient petites, moyennes ou grandes, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe; il devrait garantir les emplois existants et encourager à en créer d'autres tout en préservant en même temps les droits des travailleurs, la protection sociale et le dialogue social; enfin, étant soutenu par les deux plus grandes économies, il devrait contribuer à l'émergence de normes environnementales et sociales de portée mondiale. Dès lors, l'enjeu est important et il est essentiel d'associer les partenaires sociaux à la démarche. Un agenda social

et durable doit servir de base au présent accord et nous n'accepterons pas d'abaisser nos normes de quelque manière que ce soit.»

M. Jacek Krawczyk a ajouté: «Le chapitre consacré au développement durable doit inclure un mécanisme approprié de suivi par la société civile. Il est capital que celle-ci prenne part au suivi de la mise en œuvre du PTCI.»

M^{me} Gabriele Bischoff a souligné à quel point il était important que les emplois créés soient nombreux et de qualité. «Nous devons être capables d'évaluer les avantages par rapport aux risques et de prendre les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les effets négatifs.»

Pour M. Luca Jahier, «les négociations autour du partenariat transatlantique sont les plus transparentes jamais engagées par l'Union européenne.» (sma)

Accord à la COP 21: un début prometteur

La pression exercée par les citoyens et la société civile en Europe comme dans d'autres parties du monde semble – enfin – avoir réussi à convaincre les responsables politiques du monde entier de signer un accord et d'assumer leur rôle pour maintenir l'augmentation de la température mondiale sous la barre des 2° C, et idéalement 1,5° C, en comparaison avec les niveaux enregistrés en 1990.

«La conclusion du tout premier accord universel de l'histoire sur le climat représente un moment historique. Il constitue une étape importante de la transition indispensable vers une économie à faibles émissions de carbone», a affirmé le président du CESE, M. Georges Dassis, dans sa première réaction à l'accord de Paris. Le CESE s'est investi depuis des années dans cette question du changement climatique, en suivant les négociations sur ce thème et en formulant des recommandations à l'adresse des responsables politiques de l'UE. Aujourd'hui, il est prêt à participer pleinement à cet effort collectif d'une importance capitale pour notre planète.

La société civile aux commandes pour mettre en œuvre l'accord de Paris

Dans de nombreuses communautés, en Europe et ailleurs, les citoyens et les organisations de la société civile sont d'ores et déjà les moteurs du changement en faveur de la durabilité. Ils ont une mission essentielle à remplir pour intensifier les actions et accélérer la transition

Le CESE accueille favorablement la stratégie de la Commission européenne dans le domaine de l'aviation et demande qu'elle soit mise en œuvre rapidement

L'aviation a une incidence très forte sur la croissance économique. Le système de transport aérien génère des avantages au-delà de l'industrie de l'aviation proprement dite. Le secteur de l'aviation emploie près de deux millions de personnes et contribue à l'économie européenne à hauteur de 110 milliards d'euros.

Dans sa stratégie en faveur de l'aviation, la Commission européenne a défini quatre grandes priorités: faire de l'UE un acteur de premier plan dans le domaine de l'aviation internationale tout en assurant des conditions de concurrence équitables, surmonter les obstacles à la croissance économique au sol et pour le segment aérien, maintenir des normes européennes élevées en ce qui concerne la **sûreté, la sécurité, l'environnement, les questions sociales et les droits des passagers**, et progresser sur les plans de l'innovation, des technologies numériques et des investissements.

En septembre 2015, le CESE a présenté une série de mesures concrètes nécessaires pour parvenir à **une politique européenne intégrée de l'aviation**. Pour rester compétitive, **l'UE a besoin d'une stratégie cohérente et globale dans le domaine de l'aviation**, qui élimine les charges inutiles sapant le réseau de valeur de l'aviation, indique la voie à suivre vers un consensus mondial sur la durabilité, et reflète les valeurs des entreprises et des citoyens européens. «Dans son avis, le CESE a mis en évidence six domaines dans lesquels il convient d'adopter des mesures afin de stimuler la compétitivité: la sécurité, la connectivité, l'innovation, la durabilité, la dimension



sociale et la concurrence au niveau mondial. Le succès dépendra de la mise en œuvre. Pour réussir, nous avons besoin de la coopération et de la participation de tous les représentants de la chaîne de valeur dans le secteur de l'aviation», a déclaré M. Jacek Krawczyk, rapporteur de l'avis du CESE sur **une politique européenne intégrée de l'aviation**.

M^{me} Anne Demelene, rapporteure de l'avis du CESE sur le **dumping social dans le secteur de l'aviation civile européenne**, également adopté en septembre, a accueilli favorablement la proposition de la Commission européenne visant à renforcer le programme social et à créer des emplois de qualité élevée dans le domaine de l'aviation. Toutefois, elle a souligné qu'il fallait redoubler d'efforts dans la lutte contre le dumping social. (sg)

Les droits des victimes sont désormais une réalité dans l'UE



M^{me} Kathleen Walker Shaw, rapporteure de l'avis du CESE sur la directive européenne relative aux droits des victimes, M^{me} Maggie Hughes et M. Levent Altan, directeur exécutif de Victim Support Europe.

Le 19 novembre 2015, le CESE a organisé un débat sur la mise en œuvre de la directive européenne sur les droits des victimes, en présence de M^{me} Maggie Hughes, la mère de Robbie, qui a été victime, en Grèce, d'une grave agression ayant occasionné des lésions cérébrales irréversibles. Lorsqu'elle s'est rendu compte qu'elle ne bénéficierait d'aucune aide, d'aucun soutien et d'aucun conseil pour elle et son fils Robbie, cette dernière a décidé de se lancer dans un combat pour la défense des droits des victimes.

Cette lutte lui a permis, avec le soutien du CESE, d'influencer la législation adoptée par l'Union européenne en 2012

pour aider les victimes de la criminalité dans l'UE. La directive relative à la protection des droits des victimes devrait être mise en œuvre dans chaque État membre et les citoyens devraient pouvoir faire valoir leurs droits à une évaluation individuelle de leur situation et à un traitement respectueux, à une information compréhensible sur leurs droits et leur dossier ainsi qu'à l'accès aux services d'aide et de protection des victimes.

M^{me} Walker Shaw, rapporteure de l'avis du CESE sur cette directive, a été la première à porter le cas de Robbie Hughes à la connaissance des institutions européennes lors d'une audition organisée au CESE en 2011. Elle s'est dite satisfaite de la mise en application de la directive, qui permettra d'offrir aide et protection aux citoyens qui en ont besoin, et a fait part de sa décision de continuer à suivre la mise en œuvre de ces mesures dans les États membres, de sorte que ces droits deviennent une réalité concrète.

M^{me} Maggie Hughes a constaté que ces nouveaux droits permettront enfin aux citoyens européens victimes d'actes criminels de bénéficier d'une protection adéquate, tandis que M. Levent Altan, directeur exécutif de Victim Support Europe a souligné les efforts déployés par son organisation et a appelé les États membres à apporter aux victimes un soutien psychologique et pratique afin de les aider à se rétablir. (cad)



M. Georges Dassis, le président du CESE, et des intervenants à la conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP 21).

vers une économie à faibles émissions de carbone. Leur rôle et leur participation seront sans conteste des éléments capitaux pour mettre à exécution les décisions prises à Paris.

La communauté internationale se doit de tirer parti de l'élan donné par ce compromis qui fera date, afin de traduire celui-ci en une action concrète. (sma)

Le bon sens doit prévaloir pour simplifier la PAC

Le CESE appelle de ses vœux une réduction des contraintes administratives pour les agriculteurs

© Kirill Trubitsyn / Shutterstock.com



Le CESE se félicite que la Commission européenne considère comme prioritaire de simplifier le processus de mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC). Une transparence et une sécurité juridique accrues devraient aller de pair avec une réduction de la charge administrative qui pèse sur les agriculteurs, les autres bénéficiaires, les organisations de producteurs et les administrations nationales. Il est nécessaire de mettre en œuvre dans les meilleurs délais une PAC simplifiée et d'offrir aux agriculteurs des mesures de soutien fondées sur l'information et l'éducation.

Le budget de la PAC représente 38 % du budget de l'UE. Il importe de disposer de règles précises pour régir l'utilisation de ces fonds, tout en évitant une réglementation excessive. Une évaluation commandée par

la Commission européenne a montré que la dernière réforme de la PAC a entraîné une augmentation de 15 à 20 % des formalités administratives.

Le CESE recommande de présenter des propositions fondées sur la liste prioritaire de mesures de simplification dressée par le Conseil «Agriculture» et la présidence. Pour le Comité, il est particulièrement important de se pencher sur la cohérence des exigences actuelles, notamment en ce qui concerne leur impact sur l'environnement, la sécurité et la disponibilité des denrées alimentaires ainsi que la création d'emplois. Il y a lieu de le faire afin de déterminer quelles sont les exigences nécessaires et quelles sont celles qui doivent être adaptées ou abandonnées. Il recommande de lutter contre la bureaucratie en permettant d'éliminer des règles existantes lorsque de nouvelles sont adoptées.

Tout en se félicitant de l'évolution vers l'écologisation des paiements directs dans le cadre de la réforme de la PAC, le CESE appelle également à assouplir l'application des mesures d'écologisation afin de tenir compte de facteurs externes imprévisibles tels que les conditions météorologiques, une sécheresse ou des variations de prix, susceptibles de rendre ces mesures déraisonnables, voire impossibles à appliquer.

Il est communément admis que le non-respect d'une obligation appelle une sanction. Néanmoins, les inspections et les éventuelles amendes doivent être proportionnelles aux montants reçus par le bénéficiaire, ainsi qu'à l'ampleur de l'infraction.

L'avis du CESE a été adopté lors de la session plénière de décembre, par 196 voix pour, 9 voix contre et 26 abstentions. (sma)

BIENTÔT AU CESE

Votre Europe, votre avis! 2016 – CESE – 17-19 mars 2016

La parole aux jeunes!



Pour la septième année consécutive, le Comité économique et social européen, porte-parole de la société civile, veille à ce que les jeunes générations puissent faire part de leurs points de vue, expériences et idées.

Le CESE accueillera à Bruxelles des jeunes âgés de 16 à 17 ans de l'ensemble de l'UE et, pour la première fois, des cinq pays candidats (Albanie, Monténégro, Turquie, Serbie et ancienne République yougoslave de Macédoine), pour débattre de la question importante de la migration.

La crise des réfugiés prouve que les citoyens européens font preuve d'une grande humanité et d'une grande solidarité. Si les gouvernements sont responsables de la politique d'immigration, l'intégration nécessite aussi la participation de la société civile, par exemple sur les lieux de travail, dans les écoles et dans les communautés locales.

Dans chaque pays, un établissement d'enseignement sera choisi par tirage au sort. Trois étudiants et un enseignant de chacun de ces établissements se rendront à Bruxelles pour travailler ensemble, débattre et proposer des actions concrètes qui pourraient être menées, entre autres, dans les établissements scolaires et clubs de jeunes, dans l'objectif d'aider plus efficacement les jeunes migrants à s'intégrer et de sensibiliser le public à l'importance d'une bonne intégration des réfugiés, en particulier les jeunes.

Les étudiants auront la possibilité de préparer leur participation à cette manifestation et aux discussions organisées à Bruxelles dans ce cadre, avec l'aide de membres du CESE, qui se rendront dans leurs écoles pour expliquer les activités et le fonctionnement du Comité, ainsi que sa position sur la migration et la crise des réfugiés. (fgr)

NOUVELLE PUBLICATION

DECouvrez CE QUE LE CESE FAIT POUR VOUS

La brochure générale *Découvrez ce que le CESE fait pour vous* a été mise à jour à la suite du renouvellement du CESE en octobre 2015. Les versions française, allemande et anglaise sont déjà disponibles en version imprimée; les autres langues suivront sous peu.

Des exemplaires de la brochure peuvent être obtenus sur simple demande auprès de vipcese@eesc.europa.eu.

Pour toute information complémentaire: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.publications.30561>



EN BREF

L'expert du CESE sur l'économie du partage représente le Comité en Corée du Sud

M. Bernardo Hernández Bataller, membre du CESE et rapporteur au sujet de l'économie du partage, représentait le CESE lors de l'édition 2015 du Forum mondial pour la promotion des services: «La diffusion de l'économie du partage: problèmes et solutions», qui s'est tenu les 19 et 20 novembre derniers en Corée du Sud. Ce forum a fourni une occasion unique à l'ensemble des participants de partager les résultats de travaux de recherche et d'expériences dans le domaine de l'économie du partage. Il a également permis de discuter des pratiques les plus récentes à l'échelle mondiale, et de mettre au point des mesures réglementaires efficaces afin de protéger et renforcer les industries de l'économie du partage. M. Hernández Bataller fut le seul intervenant à apporter un point de vue européen sur le sujet, très apprécié par les participants à la conférence. Pour plus d'informations au sujet de la contribution du CESE à l'économie du partage, veuillez consulter l'avis du Comité sur la consommation collaborative ou participative: un modèle de développement durable pour le XXI^e siècle. (sg)



M. Bernardo Hernández Bataller (troisième à partir de la gauche), membre du CESE, à l'édition 2015 du Forum mondial pour la promotion des services.

Sommet euro-méditerranéen: le dialogue avec la société civile méditerranéenne – un pont vers la solidarité

Le Quartet du dialogue national tunisien: un exemple à suivre

«Le moment est venu pour les États de la région euro-méditerranéenne de mettre enfin en pratique les engagements pris à Barcelone.» Tel est le point de vue partagé par l'ensemble des participants du 20^e sommet Euromed, organisé par le CESE le 30 novembre dernier, qui a marqué le vingtième anniversaire du lancement du processus de Barcelone.

«La stabilisation et la sécurité de la région doivent aller de pair avec son développement économique et social. La sécurité des personnes doit être au cœur de toutes les décisions», a déclaré le président du CESE, M. Georges Dassis, au début de la réunion.

Dans une déclaration commune, les participants ont plaidé en faveur de l'amélioration de l'éducation et des perspectives pour les jeunes et les femmes dans cette région, ainsi que de la reconnaissance des organisations de la société civile fondées sur les principes démocratiques. Ils ont en outre appelé de leurs vœux une véritable politique commune en matière de migration et d'asile (pour de plus amples informations, voir le site web du CESE).

Les participants issus des organisations de la société civile se sont engagés à poursuivre leur coopération dans le cadre du suivi de la nouvelle politique européenne de voisinage, ainsi qu'à intensifier leurs travaux sur le changement climatique, en vue de la conférence COP 22 qui se tiendra au Maroc. (sma)

CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp

Comité de rédaction:

Alun Jones (rédacteur en chef)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:

Alun Jones (aj)
Anne-Marie Wiersma (amw)
Caroline Alibert-Deprez (cad)
Daniela Marangoni (dm)
Fabiola Giraldo Restrepo (fgr)
Jonna Pedersen (jp)
Milen Michev (mm)
Siana Glouharova (sg)
Sylvia M. Aumair (sma)

Coordination:

Agata Berdys (ab)

Édition clôturée le 4 janvier 2016

Adresse:

Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors,
rue Belliard 99,
1040 Bruxelles, Belgique
Tél. +32 25469476
Fax +32 25469764
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, en anglais et en français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF à partir du site web du Comité: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6 500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en février 2016.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ

Janvier 2016 / 1



Office des publications